

HOLSTI, Kalevi J. *Peace and War: Armed Conflicts and the International Order 1648-1989*. Cambridge, UK, Cambridge University Press, 1991, xvii, 379p.

Onnig Beylerian

Volume 23, numéro 2, 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703014ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703014ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Beylerian, O. (1992). Compte rendu de [HOLSTI, Kalevi J. *Peace and War: Armed Conflicts and the International Order 1648-1989*. Cambridge, UK, Cambridge University Press, 1991, xvii, 379p.] *Études internationales*, 23(2), 455–458.
<https://doi.org/10.7202/703014ar>

que c'est le développement économique d'un pays qui détermine son «état» démocratique. En particulier, la situation de dépendance externe et les choix économiques de l'élite, surtout en matière de redistribution du revenu national, paraissent essentiels.

Enfin, dans un dernier temps, Arat étudie le cas de trois pays qui sont parvenus à établir un équilibre harmonieux entre démocratie et développement: le Costa Rica, l'Inde et la Turquie. Dans ces trois cas, avec plus ou moins de succès, les dirigeants ont réussi d'après l'auteur à opérer une réforme agraire adéquate, à assainir la situation du secteur agricole et ont bénéficié de prêts importants qu'ils ont su utiliser. L'auteur reste cependant conscient des menaces à venir autant internes (les militaires en Inde par exemple) que la dépendance externe, le cycle infernal «emprunts, dette et services de la dette.»

Basée sur une recherche empirique, tendant à dégager les conditions économiques du développement de la démocratie dans les pays du Sud, l'analyse de Zehra F. Arat apparaît essentielle. On pourra, certes, toujours contester l'accent quasi exclusif mis sur l'économie dans l'explication des échecs du développement politique. Cependant, outre le fait qu'il existe de nombreuses études sur la culture politique dans les pays du tiers monde et que l'anthropologie politique, notamment culturaliste, a insisté depuis fort longtemps sur le rôle des valeurs et des modèles dans le changement social, l'attention accordée au développement économique n'est pas de trop dans la situation de réelle catastrophe socio-économique dans laquelle se débat désespérément un nombre

croissant de pays du Sud. Arat montre très bien, et c'est cela le nœud de son argumentation, qu'à moins de garantir les droits économiques et sociaux aux plus démunis, il ne sert à rien de s'instituer en farouche défenseur des libertés civiles et politiques. Vues sous cet angle, la richesse de la bibliographie, la finesse de l'analyse et la pertinence de la critique des théories du développement économique sont les qualités majeures de cet ouvrage.

Joseph MAILLA

Université St-Joseph - Beyrouth
Institut Catholique - Paris

HOLSTI, Kalevi J. *Peace and War: Armed Conflicts and the International Order 1648-1989*. Cambridge, UK, Cambridge University Press, 1991, xvii, 379p.

Ce n'est pas un autre ouvrage sur l'étiologie de la guerre. Nous sommes bel et bien en présence d'une œuvre fondamentale, d'un texte indispensable pour l'étude théorique et empirique des relations politiques internationales et plus particulièrement de la sécurité internationale.

Holsti commence par une critique des thèses structuralistes et néo-réalistes visant à expliquer les causes de la guerre. Selon lui, elles se sont trop concentrées sur des facteurs objectifs au détriment d'éléments beaucoup plus intangibles, comme les idéaux et les idées politiques, les valeurs et les intérêts, et les passions reliées aux allégeances religieuses et idéologiques. Au lieu de mettre l'accent sur

les attributs comparatifs des États, leurs capacités relatives ou la position qu'ils occupent au cours de différents contextes internationaux, il s'attache à mettre en évidence les buts et les finalités que les États se donnent lorsqu'ils décident d'aller à la guerre. Ainsi, il ne se préoccupe pas de répondre pourquoi les nations se battent entre elles – thème préféré des néo-réalistes et des diverses tendances déterministes –, mais bien à identifier les différends et les questions litigieuses (*issues*) pour lesquelles les États jugent nécessaires de recourir à la force. Car pour Holsti, ce sont les différends qui suscitent les passions et les craintes des hommes; ce sont les enjeux et leur valeur concomitante que chaque protagoniste décèle dans ces différends qui les prédispose à recourir aux armes et à défendre leurs causes et leurs buts. Bien entendu, les différends sont difficiles à cerner, quantifier ou soumettre à des calculs axiomatiques, en convient Holsti; cependant, ils sont trop importants pour les exclure car ils dénotent l'essence même de la politique.

L'étude se déploie selon deux pistes principales. La première établit 177 guerres qui eurent lieu durant cinq périodes historiques différentes (1648-1713; 1713-1815; 1815-1914; 1919-1941; 1945-1989). Holsti identifie, dans chacune de ces guerres, les questions conflictuelles (territoire, commerce et navigation, protection des confrères religieux et idéologiques, création d'État et d'empire, compétition coloniale, etc.), leurs fréquences et importances relatives à travers la période considérée. Il procède ensuite à la discussion des litiges individuels; comment les protagonistes se sont re-

présentés les enjeux et comment ceux-ci changèrent de valeur au cours de la période. Enfin, il montre les attitudes des chefs d'État envers le recours à la force et la manière dont elles changèrent de signification et d'utilité aux yeux des décideurs au cours des différentes périodes historiques.

La seconde s'arrête sur les travaux de fondation de cinq ordres internationaux que l'on retrouve dans les Traités de paix de Münster et Osnabrück (1648), d'Utrecht (1713), de Vienne (1815), de Paris (1919) et de San Francisco (1945). L'objectif ici consiste d'une part à examiner la manière dont les hommes d'État diagnostiquent les causes de la guerre et prescrivent des projets pour construire plus solidement une paix fondée sur des principes internationaux rénovés et, d'autre part, étudier la mesure dans laquelle ils parviennent à régler les différends du passé et à anticiper les points de litiges futurs. Dans un deuxième temps, Holsti évalue les accomplissements de ces grands règlements de paix selon des critères d'évaluation, comme le système de gouvernance, la légitimité, l'assimilation des puissances vaincues dans l'ordre international reconstruit, les nouvelles institutions de résolution et de prévention des conflits, les nouveaux procédés de traitement pacifique des changements, les nouveaux mécanismes de dissuasion, le nouveau consensus sur la signification de la guerre et l'anticipation des futurs différends.

Holsti conclut son étude par des constatations intéressantes. Ainsi, le territoire demeure toujours une source de guerres, cependant il a été sup-

planté, durant la période 1945-1989, par la construction des nouveaux États et par l'idéologie, alors que les questions économiques auraient relativement diminué d'importance par rapport à la période de 1918-1941 ou même celle de 1648-1713. La solidarité ethnique, religieuse ou idéologique et les questions relatives à la survie nationale semblent avoir gardé leur importance depuis la période de 1815-1914.

Y a-t-il eu des progrès notoires dans la fondation des ordres internationaux? Là encore, Holsti tire des conclusions instructives. Le Congrès de Vienne est le seul règlement qui s'est mérité l'assentiment des grandes puissances au système de gouvernance. Utrecht et Versailles ont échoué dans leur cueillette des suffrages nécessaires pour la légitimité des nouveaux principes internationaux. Seule Versailles n'a pu assimiler les puissances vaincues dans le nouvel ordre international. La plupart des grands règlements ne sont pas parvenus à mettre au point un mécanisme de dissuasion garantissant dans les faits la sécurité de l'ordre international. Par contre, il y a un net progrès dans les résolutions et préventions des conflits ainsi que dans les attitudes envers le recours à la force. Quant au traitement pacifique des changements et l'anticipation des futurs différends, il n'y a eu jusqu'à maintenant aucune avancée significative et le problème reste entier.

L'importance de cette œuvre est multiple et sa parution dans notre période de transformation internationale lui donne une signification encore plus formidable. Certains trouveront dans cette œuvre des failles

méthodologiques et substantielles. Par exemple, la manière dont Holsti identifie les questions conflictuelles pourrait en être une, comme aussi le modèle sur lequel s'appuie son mode d'identification (cf. pp. 17-20). Il pourrait être aussi critiqué pour sa classification des guerres, surtout celles de 1919-1941 et de 1945-1989. Cependant, sa classification ne compromet aucunement ce qu'il s'attache à montrer: travailler avec les différents et leurs enjeux respectifs, tels qu'ils se présentent dans la conscience des décideurs, éclaire bien mieux les causes des guerres que compter sur des variables écologiques (c'est-à-dire le degré de concentration de pouvoir dans le système international et d'autres attributs structurels). Par ailleurs, ce qui ne plaira pas beaucoup aux behavioristes, c'est que Holsti n'éprouve aucun problème à utiliser les modes de pensée des personnalités historiques afin d'expliquer pourquoi il y eut des guerres sur tel ou tel différend. Ainsi pour Holsti, les guerres, en tant que processus historiques, sont essentiellement des processus psychiques et ce qu'il s'agit d'étudier en premier lieu c'est le contenu politique de la conscience des acteurs et comment celui-ci change à travers les circonstances internationales.

Mais le noyau dur et difficilement critiquable de cette œuvre réside sans conteste dans la conceptualisation de la notion d'ordre international. Quoique utilisé couramment de plusieurs façons, ce terme n'avait jamais reçu un statut conceptuel aussi précis et fonctionnel. Ce qui est très innovateur chez Holsti, c'est qu'il soit parvenu à

créer ce concept non pas au moyen de raisonnements déductifs, mais à partir d'une étude systématique – selon une approche inductive propre à la personnalité de chercheur de Holsti – d'expériences internationales tirées de l'histoire diplomatique. Cette œuvre témoigne donc de la collaboration entre historiens et politologues et on ne saurait trop féliciter Holsti d'avoir contribué à l'avancement des relations internationales dans la ligne des classiques qui ont tant fait pour éclairer la nature véritable de la politique entre les États.

Onnig BEYLERIAN

Département de science politique
Université du Québec à Montréal

WIARDA, Howard J. (Ed.) *New Directions in Comparative Politics. Revised Edition*. Boulder (Col.), Westview Press, 1991, 288p.

L'analyse des politiques comparées se situe parmi l'un des champs de la science politique au même titre que la théorie politique, l'administration publique, les relations internationales, le droit public ou les régimes politiques. Puisque le domaine d'étude des politiques comparées prétend à une comparaison et à une analyse des différents systèmes politiques dans le monde, l'on pourrait arguer que le monde entier constitue le laboratoire de recherche de ce champ d'étude.

Jusqu'à présent, l'analyse des politiques comparées est demeurée «l'enfant pauvre» de la science politique, particulièrement aux États-Unis. Les raisons en sont nombreuses : un manque d'intérêt (ou de sens) de l'histoire,

une volonté d'isolationnisme (jusqu'à tout récemment) ou un certain sentiment subtil mais fort de détenir une position unique et prédominante dans le monde. Pour ces raisons, l'analyse des politiques comparées, au lieu de côtoyer de plein droit les autres champs de la science politique a été délaissée et perçue comme une discipline «en crise». Le présent ouvrage s'intéresse à ce phénomène tout en tentant d'analyser le comment et le pourquoi de cet état et tente de voir ce qui pourrait être fait pour redresser la situation et réhabiliter cette discipline.

Le résultat est heureux. Howard J. Wiarda, avec l'aide de dix collaborateurs, offre ici une introduction plus qu'utile à l'analyse des politiques comparées en décrivant ce qu'a été cette discipline et l'avenir auquel elle est promue. La première partie décrit l'impact et l'influence d'auteurs-clés tels Gabriel Almond, Karl Deutsch, Harry Eckstein, Seymour Martin Lipset ou Lucian Pye. L'auteur démontre aussi comment l'analyse des politiques comparées a pu jouer un rôle dominant dans les années soixante. Le déclin qui a suivi est attribué (à juste titre) à un certain penchant ethnocentrique méthodologique et à une déception vis-à-vis des attentes et du potentiel de cette approche. Ce désappointement s'est accompagné de vigoureuses et quelque peu imméritées attaques méthodologiques au cours des années 1970, attaques qui ont entraîné ce fameux déclin.

Les parties I et III traitent en détail de ces développements et étudient la possibilité pour l'analyse des politiques comparées de retrouver une place dominante en science politique moderne. On y démontre comment la critique, dont elle a fait l'objet, a pu être constructive et comment elle s'y est